



Tribunal administratif

Distr.  
LIMITÉE

AT/DEC/688  
21 juillet 1995

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Jugement No 688

Affaire No 738 : NOBLE

Contre : Le Secrétaire général  
de l'Organisation des  
Nations Unies

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES,

Composé de M. Jerome Ackerman, Président; M. Luis de Posadas Montero, Vice-Président; M. Mikuin Leliel Balanda;

Attendu que sur la demande de Miriam Noble, ancienne fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies, le Président du Tribunal a, avec l'assentiment du défendeur, prorogé jusqu'au 30 juin 1993 le délai prescrit pour l'introduction d'une requête devant le Tribunal;

Attendu que, le 29 juin 1993, la requérante a introduit une requête dans laquelle elle priait le Tribunal :

"a) De rejeter la recommandation formulée au paragraphe 12 [du rapport] de la Commission paritaire de recours, ainsi que la décision du Secrétaire général fondée sur cette recommandation;

b) D'ordonner, en application du paragraphe 1 de l'article 9 du Statut du Tribunal, l'annulation de la décision du Secrétaire général, telle qu'elle a été communiquée à la requérante dans une lettre datée du 29 août 1991, et le remboursement à la requérante d'un montant de 355,37 dollars, qui avait été défalqué du montant correspondant à sa pension du mois d'octobre 1991.

En outre, d'ordonner que soient dûment rectifiés les montants insuffisants résultant d'erreurs commises dans le calcul de la pension de la requérante, et que celle-ci soit indemnisée de toute perte subie en matière de prestations et avantages au titre de la pension résultant d'erreurs et/ou d'omissions de données dans son dossier de pension, dès lors que ces erreurs ou omissions sont imputables au défendeur;

c) D'ordonner, au cas où le Secrétaire général déciderait d'exercer l'option prévue au paragraphe 1 de l'article 9 du Statut, qu'il soit versé à la requérante une indemnité équivalant au montant net de son traitement en 1988 pour une période de deux ans;

d) D'ordonner au défendeur de corriger avec soin toutes les erreurs figurant dans le dossier de pension de la requérante en ce qui concerne le crédit de 74 jours dont il est question au paragraphe XI du jugement no 407, ainsi que d'autres erreurs invoquées par la requérante ici et dans son recours connexe, en veillant tout particulièrement à ce que ces corrections aient comme de juste un effet rétroactif;

e) D'accorder à la requérante une indemnité à raison des montants de sa pension qu'elle n'a pas perçus du fait d'erreurs ou autres irrégularités qui ont été commises dans l'établissement de son dossier de pension, ainsi que les intérêts au taux de 18 % l'an échus pour la période antérieure au règlement;

f) D'accorder à la requérante des dommages-intérêts à raison du préjudice, des souffrances, des graves inconvénients et de la gêne dûs au fait qu'elle a été privée de plus de la moitié du montant de sa pension pour octobre 1991;

g) D'ordonner que soit fournie à la requérante une explication détaillée concernant les rectifications apportées aux données figurant dans son dossier de pension, ainsi que ses droits à la pension."

Attendu que le défendeur a produit sa réplique le 18 novembre 1994;

Attendu que, le 25 avril 1995, le Président du Tribunal a posé des questions au défendeur et que celui-ci y a répondu les 19 et 24 mai 1995;

Attendu que la requérante a déposé des observations écrites le 31 mai 1995;

Attendu que, le 14 juin 1995, la requérante a présenté une déclaration supplémentaire;

Attendu que, le 27 juin 1995, le Tribunal a posé des questions au défendeur et que celui-ci y a répondu les 27 et 30 juin 1995;

Attendu que, le 11 juillet 1995, la requérante a présenté des observations sur les réponses faites par le défendeur les 27 et 30 juin 1995;

Attendu que, le 12 juillet 1995, le Tribunal a posé une question à la requérante et que celle-ci y a répondu le 18 juillet 1995;

Attendu que les faits de la cause sont les suivants :

La requérante est entrée au service de l'Organisation des Nations Unies le 3 septembre 1963. Le 25 mai 1987, le Tribunal a rendu le jugement No 382, dans lequel il énonçait certains principes devant permettre de déterminer le montant des déductions à opérer au titre d'absences non autorisées. Le Tribunal enjoignait au défendeur de recalculer et de verser à la requérante les montants éventuellement dus à celle-ci, en majorant cette somme des intérêts calculés au taux de 9 % par an. Le 13 novembre 1987, le Tribunal a rendu le jugement no 407 à l'effet de régler les questions en litige nées du jugement No 382 et a décidé, entre autres, que le nombre total de jours d'absence de la requérante à déduire était de 74.

La requérante a pris sa retraite le 31 décembre 1988, et ses droits à la pension ont commencé à courir à compter du 1er janvier 1989. Le 25 février 1991, le Tribunal a rendu le jugement no 503, dans lequel il considérait, entre autres, que la requête traduisait une volonté abusive de son auteur de soulever de nouveau des questions qui avaient déjà été tranchées par les jugements nos 382 et 407. Le Tribunal notait aussi dans son jugement que "la Caisse des pensions n'a pas encore reçu le rapport définitif concernant le montant exact des contributions de l'Organisation à la pension de l'intéressée."

Dans une lettre datée du 2 octobre 1991, le Secrétaire de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a informé la requérante qu'il avait "enfin reçu de

la Division de la comptabilité du Secrétariat de l'ONU un apurement des comptes concernant votre période d'affiliation et votre période de congé sans traitement de 1981 à 1988, ainsi qu'une notification révisée de cessation de service comportant un ajustement de vos cotisations déclarées à la Caisse." Sur la base de ces renseignements, la Caisse des pensions avait recalculé les droits de la requérante et conclu qu'elle avait bénéficié d'un trop-perçu de 355,37 dollars. Elle avait été avisée que ce montant serait déduit du chèque correspondant à sa pension pour le mois d'octobre 1991.

Dans une lettre datée du 12 octobre 1991, la requérante a écrit au Secrétaire de la Caisse des pensions et fait observer que "les données fournies à ce jour ne rendent pas compte de manière satisfaisante des disparités importantes existant entre les prestations et avantages indiqués dans un relevé précédent ... et ceux indiqués à la fin de 1988". Elle précisait, entre autres, que la déduction opérée sur sa pension du mois d'octobre "semble prématurée, pour ne pas dire injuste, car j'estime qu'on aurait dû me permettre de choisir la méthode de restitution ..., en supposant que la façon dont vous avez calculé mes droits est correcte."

Dans sa réponse datée du 4 décembre 1991, le Secrétaire de la Caisse des pensions a noté que "la Caisse des pensions a reçu de la Division de la comptabilité du Secrétariat de l'ONU un apurement définitif des comptes de votre période d'affiliation et de vos congés sans traitement" et a indiqué à la requérante qu'elle devait s'adresser à l'ONU, et non à la Caisse des pensions, pour toute question concernant la comptabilité. Il expliquait que la différence relevée dans le nombre total de jours de congé sans traitement déclarés représentait la différence existant entre le montant de la pension estimée dans le relevé annuel de 1987 et les prestations et avantages effectifs dont il était question dans la lettre du 2 octobre 1991. Il expliquait encore qu'à titre exceptionnel, dans le cas de la requérante, on avait entrepris de verser la pension à titre provisoire, avant même d'avoir réglé les divergences apparues dans la comptabilité. Aussi avait-il fallu procéder à un ajustement ultérieurement, lors de la réception de l'apurement définitif des comptes et de la

détermination définitive du montant de la pension due à la requérante, d'où "il résultait que vous aviez bénéficié d'un trop-perçu de 355,37 dollars".

Le 9 décembre 1991, la requérante a écrit au Secrétaire de la Caisse des pensions et demandé à pouvoir disposer des dossiers de l'ONU concernant sa cessation de service. Elle a noté que les données qui lui avaient été communiquées avec la lettre du 2 octobre 1991 étaient inexactes en ce qui concerne la période totale d'affiliation et le montant total des cotisations qu'elle avait versées à la Caisse des pensions. Elle a produit des données "afin de montrer que non seulement vous avez commis une erreur en déduisant un montant de 355,37 dollars de ma pension du mois d'octobre 1991 sous prétexte que j'avais bénéficié d'un trop-perçu, mais qu'en outre ..., un reliquat substantiel de la somme en capital et de la prestation périodique de retraite auxquelles j'ai droit doit encore m'être versé". Elle a noté, entre autres, que la Division de la comptabilité du Secrétariat de l'ONU avait omis de porter à son crédit 74 jours de congé auxquels elle avait droit conformément au jugement no 407 et a exposé en détail les différences constatées entre le nombre de jours de congé sans traitement certifié dans le rapport définitif de vérification de ses relevés de congé en date du 30 août 1989 et le nombre de jours de congé sans traitement tel qu'il figure dans la lettre adressée par la Caisse des pensions le 2 octobre 1991. Elle a demandé que lui soit remboursé le montant de 355,37 dollars qui avait été déduit du montant de sa pension pour octobre 1991 et que lui soit versé le "reliquat substantiel" qui lui était dû.

Le 27 décembre 1991, la requérante a adressé au Secrétaire général une lettre, à laquelle étaient jointes des copies de sa correspondance, pour l'informer que "les renseignements qui m'ont été communiqués par la Caisse des pensions ... (qu'elle dit avoir reçus de la Division de la comptabilité du Secrétariat de l'ONU) renferment des erreurs importantes qui ont entraîné une réduction substantielle des montants qui m'étaient dus au titre de la somme en capital et des prestations périodiques ouvrant droit à pension". Elle a demandé de faire concorder les chiffres figurant dans son dossier, afin "de satisfaire

rapidement mes demandes visant à obtenir le solde qui m'était dû, les intérêts, ainsi qu'une indemnité".

Par la suite, le 6 mars 1992, la requérante a saisi la Commission paritaire de recours. Dans l'intervalle, le 3 mars 1992, une administratrice du personnel (hors classe) du Bureau de la gestion des ressources humaines a écrit à la requérante à propos de l'application du jugement no 407 du Tribunal. Elle a noté que le montant dû à la requérante du fait que 74 jours avaient été portés à son crédit "vous a déjà été versé par la Division de la comptabilité" et que le Bureau de la gestion des ressources humaines "doit émettre une formule P.5 de notification administrative afin d'intégrer la période susvisée dans votre période d'affiliation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies". Elle demandait à la requérante de prendre contact avec elle pour discuter la question en tête-à-tête, "compte tenu de la complexité de l'affaire".

Le 12 mars 1992, la requérante a écrit à l'administratrice du personnel (hors classe) du Bureau de la gestion des ressources humaines, comme suite à la lettre que celle-ci lui avait adressée le 3 mars, pour lui faire savoir que le montant correspondant au crédit de 74 jours qui lui était dû conformément au jugement no 407 ne lui avait pas été versé. Elle a précisé que le problème n'était pas "circonscrit au règlement de la question du non-paiement des 74 jours ..., car il portait aussi sur la question des erreurs qui s'étaient produites dans le décompte des jours de congé sans traitement". Elle notait que la Commission paritaire de recours avait entrepris l'examen de ces affaires.

La Commission a adopté son rapport le 11 décembre 1992. Ses considérations, conclusions et recommandations se lisent, entre autres, comme suit :

### *Considérations*

8. La Commission a considéré que, dans la mesure où la requérante avait attendu jusqu'au 27 décembre pour demander le réexamen d'une décision administrative qui avait eu pour effet de déduire un certain montant du chèque correspondant à sa pension pour le mois d'octobre 1991, elle se trouvait au-delà de la période de deux mois qui était prévue pour. ...

...

10. La Commission a noté, en outre, que le défendeur avait reconnu les erreurs commises par l'Administration et déclaré qu'il serait remédié à ces erreurs.

*Conclusions et recommandations*

...

12. La Commission a conclu qu'il n'y a pas lieu de donner suite au recours, car celui-ci est tardif, il y a chose jugée et il a été porté remède [aux faits ayant donné lieu au recours]. De ce fait, la question est devenue sans objet.

..."

Le 7 janvier 1993, le Directeur du personnel a transmis à la requérante le rapport de la Commission paritaire de recours et l'a informée de ce qui suit, entre autres :

"Le Secrétaire général a réexaminé votre affaire à la lumière des considérations de la Commission et il accepte les recommandations formulées au paragraphe 12 du rapport de la Commission. Il ne sera donc donné aucune suite à votre recours."

Le 9 mars 1993, la requérante a écrit au Secrétaire de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies en faisant observer que la Commission avait noté dans son rapport "que l'Organisation avait apporté les corrections requises au dossier concernant le versement de mes cotisations au titre de la pension". Elle a demandé que lui soient fournies "toutes précisions utiles permettant de voir comment ces corrections avaient été faites et quel avait été leur impact sur mes droits." Selon elle, de telles corrections "auraient dû entraîner un relèvement de mes prestations de retraite par rapport aux versements qui avaient déjà été faits." Le 6 mai 1993, la requérante a écrit de nouveau au Secrétaire de la Caisse des pensions, en notant qu'elle n'avait pas reçu de réponse à sa lettre précédente et en demandant à nouveau les renseignements qu'elle souhaitait obtenir.

Le 29 juin 1993, la requérante a introduit devant le Tribunal la requête susmentionnée.

Dans une lettre datée du 30 août 1994, le Secrétaire de la Caisse des pensions a informé la requérante qu'il avait reçu le 31 mars 1994, de la Division de la comptabilité du Secrétariat de l'ONU, des comptes apurés et une notification révisée de cessation de service. De ce fait, des périodes supplémentaires d'affiliation avaient été portées à son crédit et les prestations et avantages auxquels elle pouvait prétendre de la part de la Caisse des pensions avaient été recalculés. Comme suite à cette opération, une somme en capital de 496,50 dollars avait été portée à son crédit le 24 août 1994 et un ajustement des prestations pour la période allant du 1er janvier 1989 au 31 août 1994, qui s'élevait à 864,13 dollars, serait inclus dans sa pension pour le mois de septembre 1994. Le Secrétaire de la Caisse des pensions notait dans cette lettre que "les ajustements susvisés tiennent compte du montant de 355,37 dollars qui a été défalqué de votre pension du mois d'octobre 1991."

Le 19 mai 1995, le défendeur a informé le Tribunal que le nécessaire avait été fait pour créditer la requérante d'une période d'affiliation supplémentaire de 60 jours à la Caisse des pensions et pour lui verser un montant de 832,62 dollars, ce qui représentait la conversion de 8,5 jours de congé annuel accumulés en regard des 74 jours.

Attendu que les principaux arguments de la requérante sont les suivants :

1. Le défendeur ne s'est pas conformé au jugement no 407 du Tribunal qui lui ordonnait de créditer la requérante de 74 jours de période d'affiliation et a fourni à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies des renseignements inexacts concernant les droits à congé et la période d'affiliation de la requérante, ce qui a eu pour effet qu'un montant de 355,37 dollars a été défalqué à tort de la pension à laquelle elle avait droit.

2. Contrairement à ce que la Commission paritaire de recours soutient dans son rapport, il n'a pas été porté remède à la situation. Les corrections requises devraient se



traduire par des paiements supplémentaires correspondant aux prestations ouvrant droit à pension.

3. La négligence dont a fait preuve le défendeur constitue une violation des conditions d'emploi de la requérante au titre des articles 6.1 et 11.1 du Statut du personnel et des dispositions 103.16 et 111.3 du Règlement du personnel.

Attendu que les principaux arguments du défendeur sont les suivants :

1. La requérante est forclosée quant à son recours, la demande de réexamen de la décision administrative contestée n'ayant pas été soumise dans les délais visés à la disposition 111.2 a) du Règlement du personnel.

2. Le défendeur a pris les mesures requises pour octroyer à la requérante l'intégralité des émoluments visés dans le jugement no 407. Les décisions du défendeur ont pu entraîner des inconvénients pour la requérante, mais elles ne lui ont pas infligé un préjudice substantiel qui justifierait des dommages-intérêts.

Le Tribunal, ayant délibéré du 27 juin au 21 juillet 1995, rend le jugement suivant :

I. La présente requête a pour point de départ une décision du Secrétaire général en date du 7 janvier 1993, par laquelle celui-ci acceptait une recommandation de la Commission paritaire de recours visant à ne pas donner suite au recours de la requérante. La Commission fondait sa recommandation sur la conclusion que *"la requérante est forclosée quant à son recours, il y a chose jugée et il a été porté remède à la situation"* et soutenait qu'en conséquence, le recours était devenu sans objet. Si on excepte ce qui est dit ci-après, le Tribunal marque son accord sur l'analyse de la Commission paritaire de recours et sur la décision du défendeur à laquelle elle sert de support.

II. Il faut distinguer deux aspects dans la requête. D'une part, la requérante donne l'impression de contester une nouvelle fois la méthode utilisée pour calculer la période d'affiliation ouvrant droit en sa faveur à des prestations de l'Organisation et de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. En réalité, il s'agit là d'une nouvelle tentative visant à soulever de nouveau des questions qui ont déjà été tranchées par le Tribunal et qui sont, en outre, frappées de forclusion. D'autre part, la requérante fait valoir que le défendeur ne s'est pas conformé en tous points au jugement no 407 du Tribunal. Dans la mesure où les arguments de la requérante constituent une tentative de sa part de soulever de nouveau des questions qui ont déjà été tranchées, il est évident que la doctrine de la chose jugée est applicable et fait absolument obstacle aux prétentions de la requérante dont la tentative doit être jugée futile. De même, le Tribunal ne peut être saisi régulièrement de questions frappées de forclusion. Toutefois, l'argument de la requérante selon lequel le défendeur ne s'est pas conformé en tous points à ce qui a été décidé par le Tribunal dans son jugement no 407 est d'une nature entièrement différente.

III. Le Tribunal considère que la Commission paritaire de recours a conclu à tort que la demande de la requérante visant à obtenir un nouvel examen par le Secrétaire général n'avait pas été présentée dans les délais prescrits. La requérante a réagi promptement, le 12 octobre 1991, à une lettre que la Caisse des pensions lui avait adressée le 2 octobre 1991. Ce n'est que lorsque la requérante a reçu la lettre de la Caisse des pensions datée du 4 décembre 1991 qu'il lui est apparu clairement qu'elle devait s'adresser non pas à la Caisse des pensions, mais bien à l'Organisation pour obtenir une révision des prestations de la Caisse des pensions calculées sur la base de données inexactes du fait que l'Organisation ne s'était pas conformée au jugement no 407. Dès que cela est apparu clairement à la requérante, elle a agi sans retard, comme cela ressort du dossier. En conséquence, le Tribunal conclut que la requérante a saisi la Commission paritaire de recours dans les délais prescrits.

IV. Par lettre datée du 12 octobre 1991, la requérante a demandé à la Caisse des pensions des renseignements qui ne lui avaient pas été fournis précédemment pour lui permettre d'examiner s'il était exact qu'elle avait bénéficié d'un trop-perçu. La Caisse des pensions a fourni ces données dans une lettre datée du 4 décembre 1991, par laquelle elle invitait la requérante à soumettre à l'Administration toute question concernant les données chiffrées fournies par l'Organisation. Il semble que cette lettre ait croisé une lettre datée du 9 décembre 1991, adressée par la requérante à la Caisse des pensions, où elle prenait position, dans la mesure où elle le pouvait, sur des erreurs ayant trait à des paiements passés et qui devraient se reproduire par la suite, conformément à la lettre datée du 4 décembre 1991. La requérante demandait à nouveau la communication des données qu'elle avait déjà demandées dans sa lettre du 12 octobre 1991. Dans une lettre datée du 27 décembre 1991 et qui a été manifestement écrite à la suite de la réception de la lettre que la Caisse des pensions lui avait adressée le 4 décembre 1991, la requérante a demandé au Secrétaire général d'apporter des corrections dans son dossier en ce qui concerne les prestations de retraite. Dans cette lettre, la requérante faisait part explicitement au Secrétaire général de sa conviction que l'Organisation n'avait pas appliqué le jugement no 407.

V. Le défendeur a reconnu devant le Tribunal avoir mis beaucoup de temps, comme la requérante l'a soutenu, à se conformer en tous points au jugement no 407. De ce fait, ce n'est qu'avec beaucoup de retard que le défendeur a payé à la requérante le montant auquel elle avait droit, et les versements qu'elle a reçus de la Caisse des pensions ne correspondaient pas au montant dû. La requérante n'a eu connaissance de cet état de choses qu'en octobre et en décembre 1991, lorsque la Caisse des pensions l'a informée qu'elle avait reçu de l'Organisation un apurement des comptes concernant sa période d'affiliation d'où il ressortait que les prestations dont elle avait bénéficié à titre provisoire depuis janvier 1989, sur la base d'une estimation, avaient été trop élevées. Le trop-perçu se serait

élevé à 355,37 dollars et ce montant a été déduit de sa pension du mois d'octobre 1991, puis remboursé par le biais d'un ajustement ultérieur.

VI. L'Administration ayant reconnu qu'elle n'avait pas appliqué le jugement no 407, il n'est pas nécessaire que le Tribunal répète ledit jugement. Le Tribunal estime que l'Administration, en versant à la requérante une somme de 832,62 dollars au titre des congés annuels accumulés et en transmettant à la Caisse des pensions des corrections concernant la période d'affiliation de la requérante, s'est à présent conformée au jugement comme elle aurait dû le faire il y a longtemps déjà.

VII. Toutefois, le Tribunal observe que la manière dont l'Administration a traité cette affaire, notamment en informant erronément la Commission paritaire de recours qu'elle s'était pleinement conformée au jugement no 407 en ce qui concerne la décision du Tribunal de créditer la requérante de 74 jours, témoigne d'une extrême incompétence ou négligence, voire des deux à la fois, de la part de l'Administration. Cette information erronée a été communiquée à la Commission paritaire de recours avant le 11 décembre 1992, mais il apparaît qu'elle n'a été corrigée effectivement que dans le courant de 1994. Et ce n'est que le 4 novembre 1994 et le 22 mai 1995 que d'autres informations erronées fournies précédemment par l'Administration à la Caisse des pensions ont été corrigées.

L'Organisation a dû faire un nouveau paiement à la requérante pour se conformer au jugement no 407, et deux autres corrections assorties de versements supplémentaires de la Caisse des pensions à la requérante se sont révélées nécessaires, la dernière de ces corrections n'ayant été faite que le 30 juin 1995. Le Tribunal considère que l'attitude de l'Administration, qui est inexcusable au même titre que les retards mis à appliquer le jugement du Tribunal, est non seulement regrettable, mais qu'elle est également symptomatique de carences administratives qui, si on n'y met pas bon ordre, terniront davantage encore l'image de l'Organisation. Le Tribunal estime que, sans compter le fait que la requérante n'a pas eu l'usage de l'argent qui aurait dû lui être versé, elle a été

exposée à des désagréments et a subi un traitement inéquitable de la part de l'Organisation.  
À ce titre, elle a droit à une indemnité que le Tribunal fixe à 3 000 dollars.

VIII. Par ces motifs, le Tribunal ordonne au défendeur de verser à la requérante un montant de 3 000 dollars.

Toutes les autres conclusions sont rejetées.

(Signatures)

Jerome ACKERMAN,  
Président

Luis de POSADAS MONTERO  
Vice-président

Mikuin Leliel BALANDA  
Membre

Genève, le 21 juillet 1995

R. Maria VICIEN-MILBURN  
Secrétaire